



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.738/Add.1
31 juillet 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Soixantième session
Genève, 5 mai-6 juin et 7 juillet-8 août 2008

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA SOIXANTIÈME SESSION**

Rapporteuse: M^{me} Paula Escarameia

CHAPITRE XI

**L'OBLIGATION D'EXTRADER OU DE POURSUIVRE
(*aut dedere aut judicare*)**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
B. Examen du sujet à la présente session (<i>suite</i>)		
2. Résumé du débat.....	1 – 7	2
a) Observations générales.....	1 – 2	2
b) Observations sur les projets d'articles proposés par le Rapporteur spécial.....	3 – 5	2
c) Observations sur les travaux futurs de la Commission sur le sujet	6 – 7	3
3. Conclusions du Rapporteur spécial	8 – 11	4

B. Examen du sujet à la présente session (*suite*)

2. Résumé du débat

a) Observations générales

1. Quelques membres se sont félicités de la méthode qui avait présidé à l'élaboration du troisième rapport. On a encouragé le Rapporteur spécial à s'attacher à analyser les principales questions qui se posaient dans le cadre du sujet et à formuler des propositions spécifiques pour permettre à la Commission d'avancer dans ses travaux, sans attendre les informations et les observations des gouvernements. À cet égard, le Rapporteur spécial a été invité à se fonder sur la pratique des États et la doctrine en la matière, qui étaient riches.
2. Des membres de la Commission se sont abstenus d'émettre des observations sur les questions de fond qui avaient été déjà abordées dans des rapports précédents, tout en notant que des doutes persistaient sur diverses questions qui étaient au cœur du sujet.

b) Observations sur les projets d'articles proposés par le Rapporteur spécial

3. À propos du projet d'article premier proposé par le Rapporteur spécial, certains membres ont jugé inutile de qualifier l'obligation d'extrader ou de poursuivre de «juridique». Ils ont par ailleurs suggéré de reprendre dans le dernier membre de phrase de la disposition le libellé de l'article premier de la Convention européenne des droits de l'homme («relevant de sa juridiction»). Il a été proposé de remplacer dans le texte anglais l'intitulé du projet d'article par «Scope». Différents points de vue ont été exprimés quant à l'opportunité de faire référence explicitement «à l'établissement, à la teneur, au fonctionnement et aux effets» de l'obligation. On a indiqué par ailleurs que le Rapporteur spécial devait développer les motifs justifiant la disposition.
4. Quant au projet d'article 2, la liste des définitions proposée par le Rapporteur spécial a recueilli quelque appui, mais il a été suggéré de définir séparément les notions de «personnes» et «personnes relevant de sa juridiction» et d'ajouter à la liste l'expression «compétence universelle». On a exprimé l'avis que le paragraphe 2 était inutile, étant donné la clause conditionnelle figurant au paragraphe 1 («aux fins du présent projet d'articles»).

5. Il a été indiqué que l'idée sous-jacente au projet d'article 3, à savoir l'idée que les traités constituaient une source de l'obligation d'extrader ou de poursuivre, ne soulevait aucune controverse; selon un point de vue, il était toutefois important d'énoncer ce principe explicitement dans le projet d'articles de manière à confirmer que tout traité pouvait constituer une source directe de l'obligation sans qu'il soit nécessaire d'invoquer des fondements législatifs supplémentaires. Le Rapporteur spécial a été invité à analyser dans son commentaire à la disposition les traités qui renfermaient l'obligation d'extrader ou de poursuivre. On a noté que la question majeure à régler demeurerait celle du caractère coutumier éventuel de l'obligation.

c) Observations sur les travaux futurs de la Commission sur le sujet

6. On a considéré que le Rapporteur spécial, dans son prochain rapport, devrait continuer à traiter des questions générales de fond et proposer des articles concrets touchant l'obligation d'extrader ou de poursuivre, comme par exemple celles de sa source (droit coutumier, principe général de droit), de son rapport à la compétence universelle, des infractions qui feraient l'objet de l'obligation (en particulier, les crimes graves relevant du droit international) et du «troisième élément de l'alternative». L'avis a été exprimé que le Rapporteur spécial, après avoir établi le caractère coutumier de l'obligation, devrait s'intéresser à ces questions de fond. Le Rapporteur spécial pourrait ensuite aborder l'examen des questions de procédure, comme les motifs possibles de refuser l'extradition, les garanties à fournir en cas d'extradition ou encore la manière de gérer des demandes d'extradition simultanées. D'autres questions pendantes ont été mentionnées au cours du débat: celle de savoir s'il serait souhaitable de proposer une définition applicable de ce qu'il fallait entendre par obligation d'extrader ou de poursuivre; celle de savoir comment les deux termes de l'obligation jouaient concrètement; celle de savoir si l'obligation pouvait s'appliquer dans les cas où la personne n'était pas présente sur le territoire de l'État concerné; celle de savoir si l'obligation était déclenchée par une demande d'extradition.

7. Selon un autre point de vue, il serait peut-être préférable que la Commission examine les éléments de l'obligation d'extrader ou de poursuivre indépendamment de la source de l'obligation. Il a donc été proposé que la Commission examine, en premier lieu, les conditions qui mettraient en mouvement l'obligation, notamment la présence de l'auteur présumé de l'infraction sur le territoire de l'État, l'existence d'une demande d'extradition, la compétence de l'État à l'égard de l'infraction en cause, etc. La Commission pourrait ensuite passer à la teneur

de l'obligation et examiner des questions comme celle de la manière de concilier l'obligation avec l'exercice discrétionnaire du pouvoir judiciaire de poursuivre, celle de savoir si l'existence d'éléments de preuve affectait le fonctionnement de l'obligation, celle de savoir si l'auteur présumé de l'infraction devrait être maintenu en détention dans l'attente d'une décision sur son extradition ou les poursuites à engager, etc. En procédant de la sorte, la Commission mettrait à la disposition des États un ensemble de règles utiles fondées sur la pratique.

3. Conclusions du Rapporteur spécial

8. Le Rapporteur spécial a relevé que certains membres avaient centré leurs observations sur la méthodologie suivie pour l'élaboration du troisième rapport. Notant de nouveau que seul un petit nombre d'États avait répondu aux questions posées par la Commission, il est convenu de la nécessité de progresser plus rapidement dans les travaux et d'adopter une démarche plus autonome.

9. S'agissant du projet d'article premier proposé dans son troisième rapport, le Rapporteur spécial a indiqué qu'il en reverrait le texte compte tenu des observations formulées, à savoir en supprimant l'adjectif «juridique» qualifiant l'obligation de l'État, jugé superfétatoire, et en modifiant l'intitulé. Certains membres par ailleurs ont semblé préférer maintenir l'expression «personnes relevant de sa compétence». Il apparaissait de plus du débat que, pour certains membres, l'obligation naissait uniquement dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouvait sur le territoire de l'État et qu'elle était subordonnée à une demande d'extradition. Le Rapporteur spécial a fait observer que des opinions divergentes avaient été émises quant à l'opportunité de mentionner dans le texte du projet d'article les phases de l'obligation. En outre, à son avis, certaines questions de fond devaient être examinées plus avant, en particulier celle de la définition de la nature et de la teneur exactes de l'obligation d'extrader ou de poursuivre et des infractions susceptibles de relever de cette obligation.

10. Passant au projet d'article 2, le Rapporteur spécial a indiqué qu'il envisagerait la possibilité d'inclure parmi les termes à définir par la Commission les mots ou expressions «personnes», «personnes relevant de sa juridiction» et «compétence universelle». À propos du projet d'article 3, il a déclaré partager l'avis selon lequel il devrait incorporer dans son commentaire des exemples des divers traités renfermant l'obligation d'extrader ou de poursuivre.

11. Quant aux travaux futurs de la Commission sur le sujet, le Rapporteur spécial a annoncé qu'il centrerait son quatrième rapport sur les principales questions de fond en jeu, comme les sources de l'obligation d'extrader ou de poursuivre et la teneur et la portée de l'obligation. Ce faisant, il se référerait aux travaux passés de la Commission sur le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Quant à l'économie du futur projet d'articles, il a pris note de la suggestion faite par certains membres tendant à ce que la Commission formule des propositions spécifiques sur les questions de procédure pertinentes, comme les conditions du déclenchement de l'obligation d'extrader ou de poursuivre.
